

Caisse de dépôt et placement
du Québec

LES PLACEMENTS "VERTS"
DE LA CAISSE DE DÉPÔT DU
QUÉBEC
SONT ROUGES DE SANG
EN COLOMBE ET AILLEURS

SOLIDARITÉ

2019 RAPPORT 2020 ANNUEL

Table des matières

MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	3
SOLIDARITÉ EN ACTION	4
BRIGADES D'OBSERVATION DES DROITS HUMAINS	16
ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE	18
BALADODIFFUSION	24
REVUE CAMINANDO	26
COMMUNICATIONS	28
VIE ASSOCIATIVE ET D'ÉQUIPE	29
TRAVAIL EN RÉSEAU	30
ÉTATS FINANCIERS	32
ÉQUIPE 2019-2020	34
PARTENAIRES	35

Rédaction et révision : Carla Christina Ayala Alcayaga, Marie Bordeleau, Roselyne Gagnon, Thérèse Guay, Étienne Levac, Marie-Eve Marleau, Rosa Peralta, Jessica Ramos

Conception graphique : Roselyne Gagnon

Comité pour les droits humains en Amérique latine, juin 2020

www.cdhal.org

Mot du conseil d'administration

La défense et la promotion des droits humains dans les Amériques impliquent de la collaboration et de la solidarité sur plusieurs fronts, et présentent chaque jour de nouveaux défis. Deux éléments majeurs sont venus marquer cette année 2019-2020 en termes de droits humains : les grandes mobilisations sociales à travers tout le continent, et la crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19. Le premier est incarné par les revendications et rassemblements multiples des peuples dans plusieurs régions des Amériques : du Chili au Canada, des communautés autochtones et des citoyen.ne.s se sont mobilisé.e.s contre les inégalités et l'immobilisme des classes dirigeantes pour mettre un terme à la précarité et défendre les droits territoriaux et culturels. Le deuxième élément a outillé les politiques répressives des États. En effet, la pandémie mondiale vient fragiliser encore davantage les droits des communautés et les défenseur.e.s des droits humains. En plus de la mise en marche d'appareils répressifs déguisés en politiques de santé publique, l'accès aux systèmes de santé et de sécurité sociale - issus d'un modèle néolibéral non viable - est hautement inégalitaire.

C'est dans ce contexte que le CDHAL a poursuivi dans la dernière année ses actions d'éducation et sa mission d'appui aux mouvements sociaux et aux défenseur.e.s des droits humains. À l'écoute de ses allié.e.s à travers les Amériques, il a contribué à dénoncer les violations des droits et les injustices à travers plusieurs actions urgentes en appui à des groupes du Brésil et de

la Colombie, notamment. Le CDHAL a travaillé avec Ríos Vivos Colombie et a organisé une tournée pancanadienne pour la défense du fleuve Cauca, avec Isabel Zuleta, qui a été l'un des moments forts du travail de l'équipe et de ses bénévoles. Le CDHAL a également travaillé en solidarité avec les mobilisations de grande envergure secouant les Amériques, en participant notamment à la mise en place d'une mission internationale d'observation des droits humains de la société civile au Chili en novembre 2019. Les principaux constats de cette mission ont fait l'objet d'un rapport publié en janvier 2020 qui contient des recommandations urgentes pour faire respecter les droits humains dans ce contexte de soulèvement social.

Tout au long de l'année, l'équipe a continué d'innover dans la réalisation de balados en espagnol et en français permettant de relayer en Amérique latine et au Québec une information alternative de qualité sur les luttes sociales. Le travail réalisé sur les luttes pour les droits des personnes migrantes s'est aussi poursuivi pour mettre en lumière, notamment dans la revue Caminando, les causes structurelles des migrations et les atteintes aux droits des travailleuses et travailleurs temporaires au Canada, ainsi que dans son projet d'éducation populaire mené conjointement avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants et Solidarité Laurentides Amérique centrale.

Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, le CDHAL a constaté et dénoncé une grande fragilisation des droits humains en Amérique latine. D'une

part, la situation sanitaire a constitué un prétexte parfait pour faire taire les mouvements sociaux. D'autre part, la crise a renforcé les inégalités, tandis que les violations des droits humains et le saccage de l'environnement par les industries extractives, de leur côté, n'ont pas été mis en quarantaine.

Les nombreuses activités décrites dans ce rapport d'activités 2019-2020 font ressortir, une fois de plus, l'importance du travail du CDHAL, et le grand professionnalisme de l'équipe et des militant.e.s. Ainsi, même à distance, le CDHAL continue ses actions de solidarité. Le Conseil d'administration est fier et reconnaissant de l'engagement soutenu de toute l'équipe, qui permet d'effectuer un travail de qualité, même dans un contexte difficile.

Plusieurs défis se présenteront dans la prochaine année, à commencer par la sortie de la crise sanitaire, et la poursuite du travail de solidarité avec les défenseur.e.s des droits humains et des territoires, dont les garanties et libertés continuent d'être bafoués. Les défis sont multiples, mais les mouvements de résistance aussi.

Merci de votre solidarité et de votre précieuse implication au sein du CDHAL!

Le conseil d'administration

Solidarité en action

LA PANDÉMIE AU-DELÀ DE L'ARC-EN-CIEL

Les derniers mois ont été marqués par des vagues de soulèvements populaires dans différents pays. Ces révoltes populaires étaient l'expression d'un mécontentement face au modèle hégémonique qui délaisse une grande partie de sa population au profit des élites nationales et étrangères. Malgré la violente répression étatique, un élan d'espoir se dégageait en voyant s'unir différents secteurs de la société civile aux groupes qui historiquement mènent des luttes contre le système : les mouvements autochtones, afrodescendants, paysans, féministes et anticapitalistes. Mais l'arrivée de la Covid-19 a servi de raison parfaite pour taire les contestations populaires et donner à contrario des pouvoirs exceptionnels aux autorités publiques (de la santé, police, etc.).

Sans surprise, l'Amérique latine a été gravement frappée par le nouveau coronavirus. Depuis des décennies, les inégalités dans la région n'ont cessé de s'approfondir. Cela se traduit par un accroissement de la précarité des services et des institutions publics qui à présent sont incapables d'assurer des mesures de protection minimales pour que les personnes puissent rester chez elles en toute sécurité. Ce processus de démantèlement est l'une des conséquences de ces mesures néolibérales mises en place suite à la série de coups d'État qu'a connu la région au moment où sa population agissait le drapeau de la lutte contre la corruption étatique.

Face à la pandémie, les failles des politiques néolibérales apparaissent de manière claire et explicite. Au cœur de la crise, c'est davantage la crainte de la faim que celle du virus qui vient frapper une grande part de la population. Au lieu de garantir une sécurité sociale de base pour combler les besoins d'une population en perte d'emplois ou de sources de revenus, les gouvernements ont décidé d'investir pour sauver des banques privées et des grandes entreprises. Ils ont également investi dans le renforcement des forces policières et militaires afin de surveiller et de réprimer les personnes qui n'appliquent pas, que ce soit par volonté ou nécessité, les mesures

imposées. De ce climat de répression découlent l'incarcération et la punition massive. C'est également le moment opportun pour faire taire, voir disparaître les défenseur.e.s des droits humains et environnementaux. En revanche, des coupables de crimes contre l'humanité sont invités à sortir de prison en utilisant l'alibi du risque de contamination comme justification.

La situation qu'affronte le continent est dramatique, mais la réalité n'a pas le même degré d'intensité pour tout le monde. Comme d'habitude, ce sont les femmes, les personnes âgées, racisées, migrantes et pauvres qui sont les plus touchées. Des groupes et mouvements organisés qui luttent contre le système capitaliste néolibéral et patriarcal font face à une répression accrue de la part de l'État qui profite des mesures exceptionnelles pour étendre et redoubler ses mécanismes de contrôle.

Ainsi, dans certaines régions, l'absence de l'État est délibérée pour que le crime organisé puisse opérer en toute liberté. En offrant des vivres, ces groupes illégaux cherchent à gagner la confiance et la protection de la population au sein des territoires.

L'extractivisme est, quant à lui, dispensé de la quarantaine. Ses agents se promènent librement. Malgré le risque que ses activités génèrent, ils osent se présenter comme des entreprises responsables et solidaires alors qu'ils ne respectent ni les autorités communales, ni les mesures de protection sanitaires, ni les droits humains et environnementaux.

Au Canada, le panorama n'est pas si différent. Il y a quelques mois, une grande mobilisation menée par le mouvement de résistance du peuple Wet'suwet'en face au projet de construction d'un pipeline au cœur de leur territoire ancestral prenait de l'ampleur. Plusieurs groupes autochtones à travers le pays ont été rejoints par des membres de la population urbaine pour s'unir et faire entendre cette lutte. #ShutdownCanada était

la consigne et effectivement les blocages de lignes de train et d'autres voies routières ont réussi à immobiliser le pays. Mais à ce moment, le Canada prônait un retour impératif à la normalité et les forces policières ont alors fait leur travail habituel de répression.

Pourtant avec l'arrivée de la pandémie mondiale, il semble qu'il n'est pas si difficile de mettre en pause le pays. Au moins le gouvernement est satisfait de voir toutes ces contestations sociales abruptement mises sous silence. Maintenant, ce sont les communautés autochtones qui doivent adopter le *lockdown*. Elles sont bien conscientes de leur vulnérabilité et de leur difficulté d'accès aux services de santé et à l'eau potable. Seulement les autorités se contentent de leur imposer des discours empreints d'indifférences, en leur recommandant simplement de bien se laver les mains et en leur disant qu'ainsi ça va bien aller.

La pandémie semble alors providentielle pour ces gouvernements néolibéraux qui voient en elle l'occasion de persister dans leur régime sélectif, raciste et misogyne de négligences, de répression et d'exploitation des corps et des territoires. C'est une véritable arme biologique. Mais la résilience et la résistance des peuples ne se laissent pas abattre. Les populations se mobilisent, de nouveaux groupes se forment et s'organisent en noyaux d'entraides dans la périphérie d'un régime qui bat au rythme de l'argent et de la violence. Un régime faisant émerger des utopies absurdes pour encore une fois tenter de se réinventer et nous convaincre de son paradigme mortifère.

Pouvons-nous alors encore croire à l'arrivée d'un arc-en-ciel alors que le retour à la normale ne sera autre que de continuer à accepter un système qui prétend remédier à des problèmes dont il est lui-même la cause? En acceptant de reprendre la vie comme elle était avant, nous nous résignons à la catastrophe sociale et environnementale qui nous attend juste derrière l'arc-en-ciel.

« La pandémie semble providentielle pour ces gouvernements néolibéraux qui voient en elle l'occasion de persister dans leur régime sélectif, raciste et misogyne de négligences, de répression et d'exploitation des corps et des territoires. »

COLOMBIE

Du début de l'année 2020 au 5 mai, l'organisation Indepaz a rapporté 95 cas de leaders sociaux assassiné.e.s en Colombie, une preuve que le conflit armé perdure, même en pleine période de pandémie.

La seule réponse du gouvernement d'extrême-droite d'Ivan Duque pour faire face à la crise de la Covid-19 a été d'accorder davantage d'argent aux forces policières et militaires afin qu'elles répriment toute opposition ou mécontentement de la part des populations déjà extrêmement démunies.

Les groupes paramilitaires sont dispensés de quarantaine et sillonnent les territoires en offrant des vivres dans l'objectif d'obtenir la tolérance et la complicité des populations affamées.

De son côté, l'extractivisme n'a pas non plus suspendu ses opérations. Des centaines d'ouvriers sont constamment en déplacements entre les centres urbains et les lieux où se déploient les projets extractifs, exposant ainsi les communautés au coronavirus.

Le CDHAL, en collaboration avec d'autres organisations colombiennes et canadiennes, continue de participer régulièrement à des actions et à la diffusion de nouvelles concernant les violations de droits humains commises à l'encontre des mouvements de résistance colombiens. En voici quelques-unes :

- » Lancement du Rapport sur la Mémoire des travailleurs et travailleuses de l'industrie de l'huile de palme : organisé par le Groupe de recherche sur les imaginaires

politiques en Amérique latine (GRIPAL), en collaboration avec le CDHAL, le Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC), le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et le syndicat des Métalllos (6 juin 2019).

- » Lettre ouverte signée par plus de 40 organisations non gouvernementales, syndicats et groupes confessionnels de partout à travers le Canada dénonçant l'escalade de la crise des droits humains qui sévit en Colombie, et incitant le gouvernement canadien à soutenir davantage la continuité du processus de paix dans ce pays d'Amérique du Sud (20 septembre 2019).

CAMPAGNE LAVONS LES MAINS SALES DE LA CAISSE !

Depuis le printemps 2019, un groupe de solidarité avec Rios Vivos Colombie s'est formé avec des membres du CDHAL, du collectif du Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC) ainsi que plusieurs autres personnes militantes se sont regroupées afin de dénoncer le financement de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) au projet Hidroituango qui violent des droits humains en Colombie. Par différents moyens (manifestations, matériel audio-visuel, pétition, diffusion, rencontres avec la CDPQ, etc.), la campagne vise à dénoncer les impacts du barrage et rendre visible les liens entre les investissements « québécois » et le conflit social et armé en Colombie. Voici quelques actions réalisées au cours de cette année :

- » Organisation d'activités lors de la tournée « Justice énergétique :

en défense du fleuve Cauca » avec la représentante de Rios Vivos Colombie, Isabel Zuleta : rassemblement devant le siège de la CDPQ (rencontres stratégiques, conférence, rencontre avec des députés de Québec Solidaire à l'assemblée nationale).

- » Pétition sur le retrait du financement de la CDPQ à l'assemblée nationale, présentée par Québec solidaire.
- » Rassemblement en appui à la grève nationale en Colombie organisé en collaboration avec la campagne Lavons les mains sales de la Caisse et le CISO (21 novembre 2019).
- » Rassemblement devant le siège de la CDPQ lors de la présentation de la pétition à l'Assemblée nationale demandant à la CDPQ de retirer ses fonds dans le mégaprojet Hidroituango en Colombie (4 février 2020).
- » Lettre envoyée aux syndicats afin de faire pression sur la CDPQ pour le retrait de son financement d'Hidroituango.
- » Campagne de financement en solidarité avec deux organisations colombiennes : Association des travailleurs et travailleuses indépendante (ATI) et Ríos Vivos Colombie. Près de 1 000 \$ ont été amassés et envoyés aux organisations colombiennes.
- » Table-ronde « Covid-19, femmes et luttes sociales en Colombie » (9 mai 2020).



Photo : Photo' Art



BRÉSIL

Depuis un an et demi, la situation politique au Brésil avec l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro est devenue un véritable cauchemar. Les actions de Bolsonaro ont eu une répercussion internationale, notamment son soutien envers les grands propriétaires terriens, les compagnies extractives et les groupes illégaux de mineurs. Ces derniers accaparent des terres et sont responsables d'une part de l'escalade de la violence qui s'exerce à l'encontre des peuples autochtones et d'autre part, du déboisement qui s'aggrave de jour en jour. Face au mécontentement croissant généré par sa gestion, Bolsonaro laisse entrevoir la possibilité d'un auto-coup-d'État avec le soutien des forces armées, déjà très présentes dans plusieurs ministères et institutions publiques.

Les peuples autochtones, tout comme les mouvements paysans, environnementaux et de défense des droits humains, sont en première ligne dans la lutte contre le fascisme et le CDHAL continue de se mobiliser pour faire entendre leurs voix. Voici quelques actions que nous avons menées pour rendre visible les violations de droits humains au Brésil :

- » Rencontre stratégique avec les dirigeant.e.s du Mouvement Sans-Terre (MST) et organisations internationales à Chicago (7 juin 2019).
- » En collaboration avec le Coletivo Brasil-Montréal, le CDHAL a co-organisé la manifestation « Dégage Bolsonaro » pour dénoncer la responsabilité du président dans les feux qui continuent de se multiplier en Amazonie (28 août 2019).
- » Face au désastre causé par les incendies en Amazonie, deux femmes autochtones du Canada (des peuples Anishnabe et Ojibwe) ont organisé un concert bénéfice pour ramasser des fonds qui ont été envoyés à l'Association des guerrières autochtones de Rondonia (AGIR), au nord du Brésil. Ces femmes s'étaient rencontrées lors de la rencontre internationale « Femmes face à l'extractivisme », co-organisée par le CDHAL l'année antérieure (21 septembre 2019).

CHILI

Dans le contexte du soulèvement social du 18 octobre 2019 au Chili, une forte vague de contestation sociale a secoué le pays suite à la déclaration de l'état d'urgence, du couvre-feu et le déploiement massif des forces militaires et policières. Le CDHAL a suivi de près la situation et a été présent lors des manifestations à Montréal organisées par la communauté chilienne afin de manifester notre solidarité et appui à la situation de violation des droits humains.

- » Le CDHAL et le Comité chilien de droits humains ont lancé un communiqué, signé par 40 organisations de la société civile canadienne, exprimant leur profonde indignation face à la violente répression qui sévit au Chili et faire écho aux revendications sociales qui sont à la base de la crise sociale et politique. (25 octobre 2019)
- » Lors de la réunion biannuelle du Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA), Ximena Cuadra (du CA du CDHAL) a fait une présentation sur le contexte de soulèvement social au Chili (28 octobre 2019)
- » Le CDHAL a co-organisé une conférence de presse avec le collectif chilien Place de la Dignité pour demander au gouvernement fédéral de prendre position par rapport aux violations de droits humains commises par l'État chilien. (10 décembre 2019)
- » Lors d'une conférence de presse de la mission québécoise d'observation de droits humains au Chili, présentation des recommandations du rapport final de la mission internationale d'observation de

droits humains qui a eu lieu du 6 au 11 novembre 2019. (3 février 2020)

- » Participation à la conférence « Chili : le peuple se soulève » organisée par le Comité de solidarité internationale du Conseil central du Montréal métropolitain - CSN (5 février 2020)
- » Participation à la rencontre de concertation sur Amérique latine avec des organisations de l'AQOCI (14 février 2020).
- » Élaboration avec Mining Watch Canada et Common Frontiers d'un communiqué de presse sur la manifestation en condamnant la participation du ministre des mines du Chili à l'évènement annuel le plus important du secteur minier, le PDAC, à Toronto (2 mars 2020).
- » Le CDHAL a mis de l'avant la formation d'un espace de concertation des actions de solidarité avec le Chili. Il y a eu deux réunions avec des organisations, politiciens et académiques qui ont participé de la Mission canadienne de solidarité au Chili, ainsi que des collectifs chiliens basés à Montréal (19 février et 12 mars 2020).
- » Le CDHAL a participé à la campagne de signatures à la pétition du Collectif de Mairaines et Parrains en France des prisonniers.ères de la révolte sociale au Chili. La pétition était dirigée aux autorités politiques, judiciaires et sanitaires chiliennes et demandait la libération des prisonniers.ères politiques qui sont en risque de contamination du nouveau coronavirus (26 mars 2020)



MISSION INTERNATIONALE D'OBSERVATION DE DROITS HUMAINS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CHILI

La Coordination des organisations de droits humains de la région de l'Araucanía au Chili a invité le CDHAL à se joindre à la Mission internationale d'observation de droits humains de la société civile qui a eu lieu du 6 au 11 novembre 2019. La participation à cette mission a contribué directement à appuyer, faire écho et prendre part aux processus de luttes en Amérique latine.

Cette mission a été composée par plusieurs organisations internationales de longue trajectoire dans la défense des droits humains qui ont visité les villes de Santiago, Temuco et Valparaíso. Il a été possible de rencontrer des organisations de défense des droits humains, des groupes de la société civile et des groupes qui se sont organisés en réponse aux manifestations, des victimes et des institutions de l'État, telles que l'Institut national des droits humains (INDH), le Défenseur public aux affaires pénales, le Bureau du procureur national, la Défense publique de l'enfance, la Sous-secrétaire des droits humains du Ministère de la Justice et la Cour suprême.

La mission a été composée par :

- » Christine Keith, Global Alliance for Incinerator Alternatives (GAIA), États-Unis
- » Camila Marques, Artículo 19, Brésil
- » Denise Mora, Artículo 19, Brésil
- » Miriam Liempe, Central de Trabajadores de la Argentina (CTA Autónoma), Argentine
- » Andrés López, Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), Argentine
- » Christina Ayala, Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), Canada
- » Ayelen Beigbeder, Liga Argentina por los Derechos Humanos (LADH), Argentine et Fédération internationale des droits humains (FIDH), France

- » Nora Morales de Cortiñas, Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora, Argentine
- » Enrique Font, Organisation mondiale contre la torture (OMCT), Suisse
- » Yaizha Campanario, Peru Equidad, Pérou et Groupe de travail international pour les affaires autochtones (IWGIA), Danemark

La visite de la mission au Chili s'est finalisée avec une conférence de presse à Santiago afin de faire connaître les principaux constats recueillis à partir des témoignages de victimes et de témoins, ainsi que par les informations fournies par les organisations de la société civile et les autorités publiques et les recommandations urgentes identifiées par les membres de la mission. Le rapport final, publié en espagnol le 30 janvier 2020, présente 23 recommandations à l'État chilien. Il rend compte des principales conclusions de la mission en matière de violations des droits humains à la lumière des standards internationaux que le Chili a l'obligation de garantir et respecter. Cela inclut aussi un ensemble de recommandations pour la garantie de la mémoire, de la vérité et de la justice, ainsi que des réformes des institutions étatiques afin de s'assurer que ces terribles faits ne se répètent plus jamais.

Depuis octobre 2019, afin de répondre à l'appel à la solidarité de la part de la Coordination des organisations des droits humains de la région de l'Araucanía, le CDHAL a convoqué à des organisations sociales, politiques et du milieu de la recherche afin de construire un espace d'échange pour continuer à organiser des actions d'appui et de dénonciation sur la grave situation au Chili. Une coalition de solidarité avec le Chili a été mise sur pied

afin de continuer à organiser des actions, notamment à travers des activités de sensibilisation auprès de la population québécoise, ainsi qu'à faire pression sur le gouvernement de Justin Trudeau qui garde le silence face à la situation de violation des droits humains. Au sein de cette coalition, une mission québécoise d'observation des droits humains s'est rendue au Chili du 18 au 27 janvier 2020 avec l'appui de la Corporation de défense et de promotion des droits du peuple (CODEPU) et l'Observatoire citoyen du Chili. Suite au retour de la mission québécoise du Chili et de la publication du rapport de la mission internationale, des efforts ont été réalisés afin de continuer à consolider un espace de convergence des actions de solidarité Québec-Chili. Des collectifs chiliens qui ont vu le jour suite au soulèvement social ont été également invités à faire partie de cet espace afin de construire collectivement des actions communes d'incidence politique, de sensibilisation et de mobilisation et de suivre de près l'évolution de la crise sociale au Chili. Ainsi, le CDHAL a été présent lors de différents espaces et événements pour rendre publics les résultats du rapport de la mission.

En lien avec le dossier des actions urgentes, un travail s'est mis en place, en collaboration avec Mining Watch, afin de renforcer les liens avec des communautés affectées par des projets extractifs notamment par des sociétés minières et des investissements canadiens au Chili.

La participation du CDHAL à la Mission internationale d'observation de droits humains de la société civile au Chili a été possible grâce à l'appui de la Société des Missions-Étrangères que nous remercions chaleureusement.



LUTTE POUR LES DROITS DES PERSONNES MIGRANTES ET TRAVAILLEUSES TEMPORAIRES

La pandémie a bien montré qu'au Canada les personnes sont divisées en différentes classes en termes d'accès à des mesures d'urgence. Les sociétés québécoise et canadienne ont commencé à se rendre compte à quel point leurs privilèges dépendent des personnes migrantes qui travaillent dans les secteurs essentiels.

Les personnes migrantes sont ainsi présentes dans plusieurs secteurs de la société, notamment l'aide à domicile, la garde d'enfants, l'accompagnement et les soins aux personnes âgées ou handicapées, ainsi que tout au long de la chaîne de production alimentaire. Dans un contexte de pandémie, le manque de travailleuses étrangères agricoles représente un risque en brisant, par exemple, la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Ces personnes migrantes sont donc un pilier fondamental dans plusieurs secteurs de la société, et pourtant leurs droits continuent d'être bafoués.

En collaboration avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrant.e.s (CTTI) et Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM), le CDHAL fait de ce dossier une priorité, étant la thématique de notre projet d'éducation à la citoyenneté mondiale de cette année.

Voici des actions que nous avons menées en lien avec ces luttes :

- » Pétition afin de demander des réponses adéquates pour les communautés migrantes, pauvres et racialisées qui se sont vues exclues des nombreuses mesures d'aide pendant la pandémie tout en étant les plus touchées par le ralentissement économique.
- » Entrevue avec Viviana Medina du CTTI, diffusée par l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALER), la Radio Temblor International et en français dans notre compte Soundcloud.

LISTE DES ACTIONS URGENTES, COMMUNIQUÉS, DÉCLARATIONS ET LETTRES SIGNÉS

JUIN 2019

Liberté pour Cristóbal Sánchez et Irineo Mujica : pétition demandant la libération des défenseurs des droits humains qui offraient de l'aide humanitaire aux personnes migrantes au Mexique.

Appel à l'Union européenne à cesser les négociations commerciales avec le Brésil de Jair Bolsonaro : lettre ouverte signée par plus de 340 organisations.

Le système de santé, l'éducation et le droit de manifester en danger au Honduras : action urgente lancée par le Groupe d'orientation sur les politiques des Amériques (GOPA) face aux actes de répression par le gouvernement du Honduras contre les contestations sociales.

JUILLET 2019

Respect des décisions de la Cour constitutionnelle et à suspendre les opérations du projet Níquel Fénix de la Compagnie guatémaltèque de nickel (CGN) : lettre adressée à l'État du Guatemala.

AOÛT 2019

Les prisonniers politiques au Honduras entament une grève de la faim afin de protester contre leur détention : lettre ouverte pour demander la liberté des prisonniers politiques Edwin Espinal, Raúl Álvarez et Rommel Herrera qui étaient à risque et vivaient dans des conditions précaires dans la prison de sécurité maximale la Tolva.

Solidarité avec les quatre plaignants contre la société minière Tahoe Resources : lettre d'appui avec ces personnes qui ont intenté un procès contre Tahoe Resources au Canada pour l'attaque armée à l'extérieur de la mine Escobal en 2013.

SEPTEMBRE 2019

Nous refusons l'état de siège et la militarisation! : lettre signée par plus de 100 organisations de victimes du conflit armé au Guatemala, ainsi que par des organisations communautaires et de la société civile nationale et internationale contre l'état de siège instauré dans 22 municipalités au pays.

À la veille de la Journée internationale de la paix, des organisations canadiennes réitèrent leur appui à la paix en Colombie : lettre signée par 45

organisations de la société canadienne exhortant le gouvernement canadien à en faire plus pour soutenir la continuité du processus de paix.

Non à la criminalisation des défenseur.e.s de Guapinol et de San Pedro au Honduras : lettre signée par plus de 200 organisations nationales, régionales et internationales condamnant la décision d'engager des poursuites pénales et de priver de façon préventive la liberté de huit défenseurs de Guapinol et de San Pedro, et faisant un appel pressant à l'État hondurien pour cesser cette criminalisation.

OCTOBRE 2019

Solidarité des organisations canadiennes avec les organisations autochtones, de travailleurs.euses et de la société civile en Équateur protestant contre les réformes économiques néolibérales : lettre ouverte signée par plus de 20 organisations de la société civile canadienne.

NOVEMBRE 2019

« Chubut a déjà dit « non » à l'industrie minière » : action urgente exigeant aux entreprises minières multinationales de se retirer de la province de Chubut, dans la région de Patagonie, qui visent à modifier la Loi XVII-N.68 interdisant l'exploitation des mines de métaux à ciel ouvert et l'utilisation de cyanure.

DÉCEMBRE 2019

L'impunité ne se termine pas avec la sentence! : déclaration du COPINH sur le jugement de l'assassinat de Berta Cáceres, affirmant que l'impunité ne se termine pas avec la condamnation des auteurs matériels du crime.

FÉVRIER 2020

Présentation de la pétition demandant à la Caisse de dépôt et placement du Québec de retirer son financement accordé au mégaprojet Hidroituango en Colombie : communiqué de la campagne Lavons les mains sales de la Caisse. La pétition a été parrainée par la députée Ruba Ghazal à l'Assemblée nationale du Québec.

MARS 2020

Solidarité avec le mouvement de résistance « La Puya », formé par des autochtones Maya et leurs voisins métis au Guatemala : lettre signée

par plus de 100 organisations de solidarité internationale pour souligner les 8 ans du mouvement La Puya qui lutte contre le projet d'exploitation aurifère El Tambor/Progreso VII Derivada qui appartient à la société étatsunienne Kappes, Cassidy & Associates (KCA).

AVRIL 2020

Arrêtez toutes les constructions du projet GasLink dans le territoire de la nation Wet'suwet'en : pétition contre la construction du pipeline qui augmente les risques de contamination à la Covid-19 pour les populations de la région.

Non à la libération de militaires condamnés pour crimes contre l'humanité au Guatemala : communiqué dénonçant la tentative de libérer de prison des anciens militaires qui ont été jugés et condamnés pour des crimes commis de disparitions forcées et de violences sexuelles, ainsi que des crimes contre l'humanité au Guatemala.

Justice et protection des militant.e.s et les journalistes dans l'État de Veracruz : action urgente dirigée aux autorités de Veracruz et signée par plus de 20 organisations de la société civile exprimant leur indignation face aux récents assassinats de la journaliste María Elena Ferral, le 30 mars dans la ville de Papantla, et du militant Adán Vez Lira, le 8 avril dans la municipalité d'Actopan Veracruz.

Mesures gouvernementales pour contrôler la propagation de la Covid-19 dans des communautés à proximité de projets extractifs : lettre dirigée au Président de l'Équateur Lenin Moreno

MAI 2020

Demande de mesures de protection pour la défenseure des droits humains Jani Silva, leader des communautés de Perla Amazónica, dans la partie sud de la région de Putumayo : action urgente élaborée par Amnistie internationale dirigée à la ministre colombienne de l'Intérieur, Alicia Arango Olmos.

Solidarité avec le peuple Shuar Arutam d'Équateur, dans le cadre de la crise de la Covid-19 : lettre ouverte signée par plus de 100 organisations de la société civile.

RENCONTRES AVEC NOS ALLIÉ.E.S

AOÛT 2019

RENCONTRE AVEC L'ORGANISATION VOCES MESOAMERICANAS

L'activiste Aldo Ledón Pereyra est membre de l'organisation Voces Mesoamericanas, Acción con Pueblos Migrantes, située dans l'État de Chiapas au Mexique. Cette association promeut l'organisation et l'articulation des personnes autochtones migrantes dans la défense et l'exercice de leurs droits et dans la construction d'un Buen Vivir (bien vivre) dans les communautés transnationales de la Mésamérique et d'Amérique du Nord. Cette rencontre s'est inscrite également dans le projet d'éducation populaire sur les causes structurelles des migrations.

OCTOBRE 2019

RENCONTRE AVEC LE DIRIGEANT DU MOUVEMENT SANS TERRE (MST) DU BRÉSIL

Raul de Souza Amorim est membre de la Direction nationale du MST qui est dans la première ligne de résistance au gouvernement d'extrême-droite de Jair Bolsonaro. Lors de la rencontre, Raul a décrit la situation d'augmentation de la violence contre les populations les plus défavorisées, notamment les femmes, les peuples autochtones et les mouvements sociaux qui luttent pour leurs droits à la terre et à l'habitation. La rencontre a été organisée par l'Équipe de recherche sur l'inclusion et la gouvernance en Amérique latine (ÉRIGAL), le CDHAL et la Chaire en leadership en enseignement Alban D'amours en sociologie de la coopération.

NOVEMBRE 2019

RENCONTRE AVEC UNE REPRÉSENTANTE DE L'ARTICULATION DES PEUPLES AUTOCHTONES DU BRÉSIL

Cristiane Pankararu est venue à Montréal pour participer du Colloque International « Où va le Brésil ». Le 13 novembre 2019, elle a rencontré des membres du CDHAL, du Coletivo Brasil-Montréal et du CISO pour parler des principales menaces auxquelles les peuples autochtones font face depuis l'arrivée de Bolsonaro à la présidence du pays.



Brigades civiles d'observation des droits humains

Depuis plus d'une dizaine d'années, le CDHAL offre une formation pré-départ d'une durée d'une vingtaine d'heures pour préparer adéquatement les volontaires à leur participation aux Brigades civiles d'observation des droits humains (BriCOs), qui sont coordonnées par le Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas (FRAYBA), une organisation mexicaine basée à San Cristóbal de Las Casas dans l'État du Chiapas.

Les BriCOs consistent en la présence d'observateurs et observatrices des droits humains séjournant dans des communautés rurales du Chiapas. Ces communautés sont organisées et mobilisées pour la défense de leurs droits et sont en majorité autochtones, appartenant ou pas au mouvement zapatiste. Cette présence est dissuasive, au sens où elle peut décourager la violation des droits humains. Les personnes observatrices ont aussi comme mandat de documenter la situation et les éventuelles violations des droits humains.

PRÉFORMATION (SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2019) :

- » Diffusion d'une offre de stage à l'interne des départements de science politique et droit de l'Université du Québec à Montréal et l'Université de Montréal.
- » Présentation dans les cours *Mouvements Autochtones Transnationaux* et *La protection des droits de la personne : perspectives comparatives et de coopération*.

- » Présentation au département d'Anthropologie à l'Université de Montréal
- » Diffusion à travers la page Facebook du CDHAL et des bulletins Info CDHAL
- » Diffusion auprès de la liste de courriels de tous les jeunes ayant réalisé un stage Québec sans frontières avec l'aide de Développement et Paix

FORMATION (FÉVRIER 2020) :

La formation des BriCOs s'est exceptionnellement tenue sur 2 séances au lieu de 3, comme il a précédemment été fait. La raison en est que seulement 5 personnes se sont inscrites à la formation et pour conserver un aspect participatif dans la co-construction d'un espace d'apprentissage commun, il a été jugé comme plus adéquat de réduire le nombre de séances.

Les 3 personnes formatrices ont tous et toutes effectué les BriCOs respectivement en 2018 et 2019 rendant l'information relative au contexte, au processus et à la vie dans les campements actuels. Le seul élément plus négatif est que les 3 personnes sont allées dans la même communauté (La Realidad) sur les trois communautés actuelles où il est possible de faire les Bricos (Acteal, Chicomuselo, La Realidad).

La formation porte principalement sur le contexte sociopolitique au Chiapas, le rôle des observatrices dans les communautés et la sécurité. Elle comporte également des activités permettant aux

personnes souhaitant participer aux BriCOs de réfléchir à leurs motivations personnelles, à leurs façons de réagir en situation de stress et à leurs capacités d'adaptation face à des réalités matérielles et culturelles différentes et potentiellement confrontantes. Depuis quelques années, la formation est également l'occasion de remettre en question ses privilèges et de les mettre au service d'un engagement solidaire dans un contexte d'inégalité et de discrimination structurelles.

POST-FORMATION (MARS - AUJOURD'HUI) :

Des rencontres ont eu lieu afin d'évaluer la formation et la poursuite du projet. Dans les commentaires de retour faits par les personnes ayant reçu la formation, l'aspect interactif et participatif de la formation a ressorti comme un élément positif. La question des privilèges a suscité des réactions lors de la formation, ce qui a dévié de la planification initiale.

Les deux formatrices ont montré un intérêt marqué pour continuer de s'impliquer dans les différents projets du CDHAL à plus long terme ainsi que deux participantes.

5 personnes devaient partir pour les BriCOs à partir de début mai jusqu'en août, mais avec les récents événements relativement à la Covid-19, le Frayba a annulé les BriCOs pour l'été 2020, rendant tout départ impossible.

THÈMES DES SÉANCES DE FORMATION :

PREMIÈRE SÉANCE (3 FÉVRIER)

L'observation des droits humains au Chiapas et accompagnement

Rôle de l'observation (règlements et éthiques)

L'observation : approche et « posture » :
Accompagnement, documentation, solidarité

Contexte historique et actuel

Féminicides

Mises en situation diverses

DEUXIÈME SÉANCE (23 FÉVRIER)

Privilèges et dialogue interculturel

Gestion du stress et sécurité

Observation et être femmes

Féminisme et eurocentrisme

Équipement et préparatifs de voyage

Processus prédépart et contacts avec le CDHAL

2

SÉANCES D'INFORMATION

2

**JOURS DE FORMATION PRÉDÉPART
(FÉVRIER À MARS 2020)**

5

**PARTICIPANT.E.S
À LA FORMATION**

Éducation à la citoyenneté mondiale

Par le biais d'activités publiques de sensibilisation, notamment des conférences, débats, ateliers, rassemblements et tournées d'allié.e.s d'Amérique latine, ainsi que par la réalisation de projets d'éducation populaire en étroite collaboration avec une diversité de partenaires, le CDHAL vise à développer une meilleure compréhension des causes structurelles des rapports de pouvoir qui créent des injustices et des inégalités. Nous invitons nos publics à poser des actions de solidarité en réciprocité avec les personnes et les communautés affectées par le modèle économique extractif et par le patriarcat et le colonialisme.

VERS UNE JUSTICE ÉNERGÉTIQUE : APPROCHES FÉMINISTES ET DÉCOLONIALES

Grâce au Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, ainsi qu'un important appui de la Congrégation Notre-Dame, le CDHAL a poursuivi le projet « Vers une justice énergétique : approches féministes et décoloniales ». Coordonné par le CDHAL, le PAQG et SLAM, ce projet a consisté en une série de cinq ateliers qui se sont déroulés de mars à mai 2019, dans le cadre de la session d'hiver de l'Université populaire de Montréal (UPop). Des militantes et des défenseures du territoire et de l'environnement de l'Amérique latine et du Québec ont échangé des analyses et des expériences au sujet de la justice énergétique. Cette initiative avait pour objectif également de contribuer à construire un espace de convergence et des liens de solidarité entre les luttes des mouvements du Sud et du Nord.

RENCONTRE CONTINENTALE « EAU, ÉNERGIE ET SOUVERAINETÉ DES PEUPLES »

Le CDHAL a organisé une délégation canadienne pour participer à la rencontre continentale « Eau, Énergie et souveraineté des peuples » du Mouvement des

personnes affectées par les barrages en Amérique latine (MAR) qui a eu lieu du 24 au 29 septembre 2019 au Panama. Accompagnées de deux membres de l'équipe du CDHAL, deux femmes autochtones de la nation Wetsuwet'en et Anishnabe y ont participé afin de partager les luttes dans leur territoire, ainsi que pour connaître de près le travail d'articulation au niveau local, national et international mené par différents mouvements sociaux qui font partie du MAR. Cette rencontre a été l'occasion de connaître et de faire partie de la construction de stratégies d'actions communes pour la défense des droits des populations affectées par les projets extractifs et de cheminer vers la construction d'un nouveau modèle énergétique.

TOURNÉE PANCANADIENNE « JUSTICE ÉNERGÉTIQUE : POUR LA DÉFENSE DU FLEUVE CAUCA EN COLOMBIE », DU 24 OCTOBRE AU 27 NOVEMBRE 2019

Depuis plusieurs années, le CDHAL accompagne Ríos Vivos Colombia, composé d'une quinzaine d'organisations populaires de la région d'Antioquia qui luttent pour la défense du territoire contre le mégaprojet hydroélectrique Hidroituango.

Qu'est-ce que Hidroituango? Dirigé par Empresas Públicas de Medellín, ce barrage est le plus grand mégaprojet hydroélectrique jamais construit en Colombie d'une capacité de 2 400 mégawatts. Afin de rendre Hidroituango viable, les autorités et l'entreprise ont défriché le territoire et cherché à diminuer les coûts de production liés à l'indemnisation, déplaçant ainsi violemment les populations établies sur les rives du fleuve Cauca, le deuxième le plus important de Colombie, dont dépendent près de 10 millions de personnes. Dans les 12 municipalités touchées par Hidroituango, plusieurs massacres, assassinats et disparitions forcées auraient été perpétrés par des paramilitaires.

Le CDHAL, avec l'appui d'une vingtaine d'organisations canadiennes, a invité une représentante de Rios Vivos Colombie, Isabel Zuleta, à participer à une tournée pancanadienne afin de sensibiliser le public canadien à la violence subie par les mouvements sociaux en Colombie et à son lien aux activités extractives provenant des pays du Nord, y compris le Canada.

Pendant un mois, Isabel Zuleta a parcouru Vancouver, Saskatoon, Montréal, Winnipeg, Québec, Ottawa et Toronto pour participer à des activités publiques, des manifestations, des entrevues avec des médias, des rencontres avec des organisations de la société civile, des communautés affectées par des projets extractifs et des représentant.e.s du gouvernement canadien. En plus de mettre l'accent sur la façon dont les intérêts des grands capitaux s'imposent sur les modes de vie et les droits humains des communautés paysannes, autochtones et afrocolombiennes, elle a revendiqué le démantèlement du barrage Hidroituango, ainsi que le retrait des investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec et d'Exportation et développement Canada de ce projet de mort.

À Winnipeg, Isabel Zuleta (Rios Vivos Colombie), Marie-Eve Marleau (CDHAL) et Shannon Chief (de la communauté Anishnabe) ont participé à la conférence Ki Ta Ski Naw de l'Alliance des communautés affectées par l'hydroélectricité du Manitoba. Cette participation a été rendue possible suite à la délégation canadienne ayant participé à la rencontre continentale au Panama. Cette conférence a permis à des représentant.e.s de plusieurs communautés autochtones affectées par les projets extractifs de partager leur expérience et de construire collectivement un dialogue et des alternatives vers un changement environnemental, social et politique de l'hydroélectricité. Un comité

international a par la suite été créé dans lequel le CDHAL continue de s'impliquer.

À Montréal, Isabel Zuleta a participé aux JQSI (voir prochaine section) et a réalisé les activités suivantes, organisées en collaboration avec la campagne Lavons les mains sales de la caisse et le CISO :

- » Rencontre stratégique avec des syndicats et organisations sociales (6 novembre)
- » Panel de discussion à l'Université de Concordia (6 novembre)
- » Rassemblement devant la Caisse de dépôt et placement du Québec (13 novembre)
- » Rencontre avec le vice-président des communications et affaires publiques de la Caisse de dépôt et placement du Québec (25 novembre)

Nous remercions toutes les organisations suivantes pour leur soutien et leur appui financier qui ont rendu possible la tournée : Common Frontiers, Care for colombian leaders, Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), Campagne Lavons les mains sales de la Caisse, CoDevelopment Canada, Fonds humanitaire des Métallos, Mining Watch Canada, Centre international de solidarité ouvrière (CISO), Amnesty International Canada, Peace Brigades International-Canada, KAIROS, CASA, Inter Pares, America Policy Group du Conseil canadien de coopération internationale, Above Ground, Alliance de la Fonction publique du Canada, Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM), International Women's Alliance, International Coalition for Human Rights in the Philippines-Canada (ICHRP), Teaching Support Staff Union (TSSU) - Solidarity and Social Justice Committee, Mining Justice Alliance (MJA), Ola Pazifica, Congrégation Notre-Dame.



JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI) « CHANGEONS LE SYSTÈME PAR LE CLIMAT »

Du 7 au 16 novembre 2019, des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale ont eu lieu à travers le Québec sur la justice climatique. En plus de la participation au comité de Montréal des JQSI, le CDHAL a appuyé diverses activités, notamment par la participation de nos alliées Isabel Zuleta de Rios Vivos Colombie et Rosalinda Hidalgo du Mouvement mexicain des personnes affectées par les barrages (MAPDER).

- » Conférence d'ouverture des JQSI « Changeons le système pas le climat », organisé par l'AQOCI et ayant parmi les panélistes Isabel Zuleta (Montréal, 7 novembre)
- » Projection-causerie « La justice climatique depuis des perspectives autochtones », organisée par l'Aide internationale pour l'enfance (AIPE), ayant comme invitée Isabel Zuleta (Cégep Sorel-Tracy, 7 novembre)
- » Atelier « Le droit de dire non existe-t-il? Autodétermination et consultation des peuples autochtones », co-organisé avec le CISO et le PAQG, avec la collaboration de la Librairie L'Euguélonne (Montréal, 10 novembre)
- » Midi-causerie « Justice climatique et extractivisme en Amérique latine », organisé par Oxfam-Québec ayant comme panélistes Isabel Zuleta et Rosalinda Hidalgo, et animatrice Rosa Peralta (CDHAL) (Montréal, 12 novembre)
- » Table ronde sur la justice climatique, organisée par Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) ayant comme invitée Rosalinda Hidalgo (Saint-Jérôme, 14 novembre)
- » Table-ronde « Impacts sociaux-environnementaux des investissements du Nord en Colombie », organisée par le CÉSIQ, EducAction, CAPMO et CDHAL ayant comme panélistes Isabel Zuleta et Jessica Ramos (CDHAL) (Québec, 15 novembre)
- » Conférence « La convention 169 de l'OIT : perspectives de lutte des peuples autochtones et traditionnels face aux conflits socio-environnementaux » dans le cadre du Colloque international « Démocratie, éducation et science : Où va le Brésil? », co-organisé avec le Coletivo Brasil-Montréal, le CISO, le Vice-rectorat aux affaires internationales et à la francophonie de l'UdeM, le CÉRIUM, le RÉLAM et la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal.
- » Conférence « Justice énergétique : en défense du fleuve Cauca » organisée par le Carrefour de solidarité internationale (CSI) de Sherbrooke, Amnistie internationale Estrie et le CDHAL, ayant comme conférencière Isabel Zuleta (22 novembre, Sherbrooke)

PROJET D'ÉDUCATION POPULAIRE CAUSES STRUCTURELLES DES MIGRATIONS ET POUVOIR D'ACTION DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MIGRANT.E.S

L'exode massif de milliers de personnes des pays d'Amérique centrale constitue une expression récente du phénomène migratoire dont il s'avère important d'en comprendre les causes structurelles. Dans quelle mesure les politiques étrangères, commerciales et de développement, de même que l'extractivisme au Canada contribuent-elles aux causes des migrations? Au Québec, plusieurs personnes migrantes subissent des discriminations, notamment dans le contexte de travail, qui sont exacerbées par un discours de méfiance et une appréhension grandissante à l'échelle mondiale à l'égard des personnes migrantes. Au niveau structurel, des politiques qui favorisent la vulnérabilité des personnes travailleuses migrantes au Canada, notamment en ce qui concerne les programmes de travail temporaire, sont dénoncées par des organisations québécoises (accès limité aux soins de santé, conditions de travail abusives, crainte de dénoncer l'employeur.e, etc.). Depuis plusieurs années, des organisations comme le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI) mettent de l'avant une analyse des programmes de travail temporaire, mais aussi sur le travail des personnes migrantes en général, comme une forme de traite humaine et d'esclavage moderne. En effet, ces programmes extraient la force des personnes travailleuses jusqu'à l'épuisement, pour ensuite les déporter ou leur interdire l'accès au territoire canadien dès qu'elles tombent malades ou qu'elles dénoncent des violations de droits du travail et des libertés et des droits fondamentaux.

Le CDHAL, le CTTI et SLAM ont conçu un projet d'éducation populaire qui vise à construire, étroitement avec les travailleuses et travailleurs provenant d'Amérique centrale et du Mexique, une analyse collective sur les causes structurelles des migrations. À travers cette démarche, le projet souhaite contribuer au pouvoir d'action des travailleuses et des travailleurs migrant.e.s et à leur capacité à défendre leurs droits par rapport à leurs conditions de travail au Québec. D'autre part, il vise aussi à favoriser une prise de conscience concernant les impacts des politiques extractivistes et néolibérales sur les mouvements migratoires à partir des vécus de personnes directement affectées.

Un comité de coordination a été mis sur pied par les organisations partenaires afin de tenir des rencontres mensuelles pour planifier et évaluer les avancées du projet, ainsi que consolider le travail de collaboration. Au printemps 2019, des travailleurs.euses migrant.e.s leaders ont été

mobilisés par le CTTI pour les impliquer directement dans le projet, notamment par leur rôle actif au sein de leur milieu de travail pour l'organisation et mobilisation de leurs pairs.

À l'été et automne 2019, le comité de coordination a travaillé sur la conception de la méthode de collecte de données. Trois rencontres de formation ont été réalisées avec le groupe de travailleurs.euses leaders afin de nous approprier collectivement les objectifs du projet. Cela a été également l'opportunité de travailler conjointement un sondage comme outil de collecte de données qui puisse contribuer aux échanges et à l'analyse collective à travers la discussion en groupe. Ainsi, deux rencontres ont été organisées par les travailleurs.euses leaders pour mobiliser leurs pairs et mettre en commun les réalités de leurs parcours migratoires, notamment les conditions de vie qui les poussent à quitter leur pays et les conditions de travail au Canada.

L'année 2019-2020 a été consacrée surtout à la collecte et systématisation des données, notamment à travers la revue de littérature et des rencontres avec des organisations

alliées du Mexique et du Guatemala. Nous avons notamment consacré l'édition de notre revue *Caminando* à la thématique des causes structurelles des migrations.

Le 4 février 2020, dans le cadre de la Semaine du développement international (SDI), le CDHAL, en collaboration avec SLAM, le CTTI et le Certificat en coopération internationale de l'Université de Montréal, a réalisé une conférence sur les migrations forcées auprès des étudiant.e.s du Certificat de coopération internationale et du grand public, avec la participation du journaliste hondurien Felix Molina et Viviana Medina du CTTI, ainsi que d'Alexi Utrera, Étienne Levac et Jessica Ramos du CDHAL.

La pandémie actuelle soulève néanmoins de nouveaux défis pour la poursuite des rencontres de groupes initialement prévues, au printemps et à l'été 2020, période durant laquelle séjourneront au Canada les travailleurs.euses migrant.e.s du secteur agricole. Aujourd'hui, les organisations de défense de droits des travailleurs.euses et de personnes migrant.e.s comme le CTTI sont confrontées plus que jamais à une situation de crise et d'urgence, car la Covid-19 est

venue aggraver encore plus la situation de vulnérabilité et de précarité de leurs conditions de vie et de travail. Les personnes du Programme de travailleurs.euses étrangers temporaires du secteur agricole font partie de travailleurs.euses migrant.e.s qui sont en première ligne des services essentiels dans le contexte de la pandémie.

Le CDHAL souhaite continuer à appuyer le travail du CTTI, notamment à travers la diffusion des actions menées par différentes organisations qui luttent pour rendre visibles les revendications des personnes migrant.e.s et faire pression sur les autorités pour des conditions de travail et des salaires justes, un accès à la santé et aux prestations sociales, ainsi qu'un statut pour tous et toutes.

Nous remercions la Fondation Béati, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, par le biais de son Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale, volet projet annuel, la Caisse d'économie solidaire Desjardins et la Fondation Solstice qui, par leur appui financier, rendent possible ce projet.



REPRÉSENTATION DU CDHAL LORS D'ATELIERS ET CONFÉRENCES

Au cours de l'année, le CDHAL a été invité à quelques reprises à participer à des cours, des conférences et des ateliers. Il s'agit d'espaces privilégiés pour la sensibilisation, l'engagement et la mobilisation du public. Nous avons participé notamment aux activités suivantes :

- » Prise de parole sur la situation des peuples autochtones au Brésil avant la présentation du film brésilien « Le chant de la forêt » lors du festival Présence Autochtone (11 août 2019).
- » Festival de cinéma « Le Brésil d'aujourd'hui : crise politique et climatique », coorganisé par le Coletivo Brasil-Montréal, le CDHAL et le CUAL-UQAM (octobre 2019)
- » Conférence « Résistances du Sud : Enseignements pour des initiatives sociales en justice climatique au Nord », organisée Comité de Solidarité de Trois-Rivières, réalisée par la collaboratrice du CDHAL, Rosalinda Hidalgo, au Cégep de Trois-Rivières (20 novembre 2019).
- » Sommet sur le leadership mondial du Canada, qui a réuni des représentant.e.s de tous les sous-secteurs de la politique étrangère du Canada. Le CDHAL a été représenté par Rosalinda Hidalgo (28 novembre 2019).
- » Atelier « Paroles de femmes en résistance face à l'extractivisme dans les Amériques » dans le cadre des Journées de formation Québec sans frontières (18 janvier 2020).
- » Atelier sur la réalité sociopolitique en Équateur pour des stagiaires de Québec sans frontières d'Alternatives (21 janvier 2020).
- » Forum international, un événement de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) et du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI). Participation de Rosalinda Hidalgo dans l'atelier « Pour une justice climatique féministe » (24 janvier 2020).
- » Présentation sur le contexte sociopolitique en Amérique latine après la pièce de théâtre « The Tropic of X » (5 et 8 février 2020).
- » Conférence au Collège Dawson dans le cadre de la série de conférences sur les contestations sociales dans les pays du Sud. Alexi Utrera et Rosa Peralta du CDHAL, ainsi que Nicolas Tremblay de la campagne Lavons les mains sales de la caisse ont présenté le cas de la Colombie, dont la lutte historique du Mouvement Ríos Vivos contre le barrage d'Hidroituango (21 février 2020).
- » Actualité des Mouvements Populaires en Amérique du Sud - table ronde sur le contexte de soulèvement populaire au Chili, en Colombie et au Brésil organisée par Coordination Climat Justice Sociale, Chili s'est réveillé Montréal et le Coletivo Brasil-Montréal (6 février 2020).
- » Rencontre de concertation sur l'Amérique latine, organisée par l'AQOCI pour présenter la situation au Chili et les recommandations de la Mission internationale d'observation des droits humains (14 février 2020).
- » Rencontre avec des représentant.e.s d'Affaires mondiales Canada (AMC) sur le contexte de violations des droits humains au Mexique. Le CISO a aussi participé de cette rencontre (31 mars 2020).
- » Série de webinaires « Direction Sud » avec des femmes autochtones du Canada et du Brésil organisée par le collectif Convergences des luttes du Sud, le Coletivo Brasil-Montréal, le CDHAL et Alternatives (22 et 29 mai 2020).



Photo : Frédéric Séguin Photo / CECI



La baladodiffusion : un média alternatif

Cette année, nous avons continué d'innover dans nos outils de baladodiffusion. Nous avons constaté que nos bulletins audio mensuels étaient parfois peu écoutés. Surtout, les contextes évoluent rapidement : ce qui était vrai au début du mois perdait de sa pertinence à la fin du mois, et cela nécessitait pour l'équipe un long travail de mise à jour. Puisque le CDHAL tâche de se positionner peu à peu comme un média alternatif, l'équipe est présentement en phase d'exploration de nouvelles façons de faire pour diffuser l'actualité des mouvements sociaux de manière plus instantanée.

Nous continuons à produire des nouvelles radiophoniques hebdomadaires pour l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALER), qui transmet ses contenus dans seize pays d'Amérique latine. Nous tentons maintenant d'enregistrer leur version française, et de les diffuser toutes deux séparément sur notre page Soundcloud, notre site Web et nos réseaux sociaux. Une expérience de succès de cette nouvelle formule fut notre couverture en espagnol de la lutte autochtone pancanadienne en solidarité avec le peuple Wet'suwet'en en février et mars 2020. Une de ces nouvelles a été reproduite 371 fois sur Soundcloud, en plus de circuler sur nos réseaux sociaux et ceux de nos alliés.e.s, ainsi que sur les ondes de diverses radios en Amérique latine.

Prenant conscience que le public de nos productions audios est principalement hispanophone, nous avons valorisé deux axes de travail. Le premier est de nous centrer sur des objectifs spécifiques au public d'Amérique latine : produire un contenu alternatif sur des enjeux auxquels l'accès est difficile en espagnol, particulièrement les luttes sociales ici au Canada. Le balado permet également de visibiliser le travail des différents projets menés par le CDHAL. Notamment, cette année, la migration et les luttes des personnes migrant.e.s au Canada et ailleurs ont été des thématiques récurrentes dans nos nouvelles. La

baladodiffusion nous a donc permis de faire des ponts avec notre projet d'éducation en cours sur les causes structurelles des migrations. Elle est également un outil pour tisser des liens avec de nouvelles personnes alliées, comme ce fut le cas avec différents membres du Centre des travailleurs.euses migrant.e.s, ou pour documenter le travail des délégations co-organisées par le CDHAL, comme la visite de la représentante de Rios Vivos, Isabel Zuleta.

Le second axe de travail vise à se pencher sur une stratégie de diffusion auprès d'un public francophone, notamment à travers les radios alternatives de Montréal et de Québec. Celles-ci sont peu nombreuses, et certaines diffusent en anglais, c'est donc un milieu que nous avons parfois du mal à percer. Il serait cependant intéressant qu'une personne soit éventuellement dédiée à la diffusion de notre matériel audio, parce qu'il s'agit d'une tâche exigeant un suivi assidu.

ALER nous offre également la possibilité de produire des nouvelles plus longues d'analyse politique. Cette année, ce type de contenu a pris plus de place, et nous a permis d'approfondir différentes thématiques au coeur du travail du CDHAL, comme la Mission d'observation au Chili.

Des partenariats avec d'autres radios d'Amérique latine sont en cours, notamment avec Radio Temblor au Panama pour la diffusion de plusieurs de nos matériels, et la Ké Huelga Radio, avec qui nous avons produit un reportage conjoint sur les luttes sociales en contexte de pandémie.

Toutes nos productions sont disponibles sur le site Internet du CDHAL et sur Soundcloud.

PROJET DE BALADODIFFUSION « FEMMES EN RÉSISTANCE FACE À L'EXTRACTIVISME »

Le capitalisme et l'extractivisme sont des systèmes qui poursuivent leur destruction dans tous les territoires du monde. Les multinationales dépouillent les biens naturels comme l'eau, les minéraux, le pétrole, etc. Ce faisant, elles détruisent les communautés, les habitats, les êtres vivants et les traductions culturelles. La série « Luttres pour le territoire : voix des femmes en résistance » est le résultat des luttres quotidiennes et des espoirs de femmes autochtones et paysannes qui refusent ces attaques contre leurs communautés. Elles décident de s'organiser pour combattre de manière efficace ce système. Elsa Merma Ccahua, défenseure de la culture K'ana au Pérou, rappelle que ces femmes continueront de « travailler pour le bien commun dans [leur] pays, de défendre [leur] terre mère, sans jamais se rendre ni se vendre, jamais à genoux, toujours debout et avec la conscience tranquille ». Et Neydi Juracan Morales, de l'Association paysanne de l'Altiplano au Guatemala, ajoute que ce sont ces luttres qui assureront « la préservation de la terre-mère pour les générations futures ».

Le projet de balado est entré dans sa dernière phase cette année. En plus d'avoir contribué au maintien des liens avec les participantes de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » tout au long de sa production, la série composée de sept capsules est maintenant un outil de sensibilisation du public et de diffusion de luttres des femmes défenseures du territoire.

La recherche de contenu musical a mené à des partenariats fructueux, comme avec les

artistes autochtones Moe Clark, A Tribe Called Red et Elisapie, ainsi que le groupe musical colombien La Perla.

De nouveaux publics ont été atteints grâce à la création d'une vidéo promotionnelle qui continue de circuler sur les réseaux sociaux. Les versions française et espagnole sur Facebook cumulent près de 2 000 vues. La diversité des plateformes de diffusion permet aussi un plus grand rayonnement de la série. Les personnes qui visitent notre site Internet peuvent maintenant y écouter directement les capsules, en plus de pouvoir les découvrir sur Soundcloud, Spotify, Apple Podcast, Spreaker, IHeart Radio, Google Podcast, Castbox, Deezer et Podcast Addict. Nous avons pu comptabiliser plus de 1 200 écoutes de notre série sur ces différentes plateformes.

Nous en sommes maintenant à l'étape de la promotion d'un contenu achevé. En Amérique latine, plusieurs partenaires et alliées ont rendu possible la diffusion de la série finalisée dont ALER, Radio Temblor au Panama, la Ké Huelga Radio et la Sandia digital au Mexique. Au Québec, CKUT (émission *En profondeur*) et CHOQ (émission *Les Apatrides anonymes*) nous ont fait l'honneur de diffuser sur leurs ondes les voix des femmes en résistance. Différentes plateformes comme l'Institut de recherches en études féministes, le colloque Résistance des femmes autochtones, ou la Plateforme altermondialiste nous appuient dans la diffusion.

Surtout, il s'agit d'un excellent matériel de sensibilisation. La série « Luttres pour le

territoire : voix des femmes en résistance » transcende le temps et l'espace. Les causes structurelles derrière les luttres qui ont réuni ces femmes sont loin d'être réglées. Cet outil a été utilisé notamment lors d'un atelier de préparation pour des stagiaires Québec sans frontières en janvier 2020. Parmi les nombreux commentaires positifs, des participant.e.s ont souligné que la série permettait de prendre conscience des réalités similaires entre les continents et qu'elle sensibilisait au besoin de solidarité et de partage entre les luttres des femmes autochtones d'ici et d'ailleurs.

Dans cette perspective, il sera important de poursuivre l'élaboration d'une stratégie de diffusion plus vaste qui garantirait la démultiplication des balados. Une proposition pédagogique didactique serait aussi à réfléchir afin que les luttres de ces femmes se rendent aussi dans les milieux académiques. Nous espérons que la série contribuera au renforcement et à la création de stratégies collectives de résistance à l'extractivisme. Comme l'exprime si bien Valérie Ivy Hamelin, porteuse d'eau Mi'kmaq : « Je ne peux pas croire qu'à toutes ces femmes-là, tellement pleines d'amour, de foi, de puissance, on va pas y arriver, tsé! »

Merci au Syndicat des Métallurgistes, à Communautique et au programme Emplois d'été Canada, pour leur appui financier qui nous ont permis de mener à bien ce processus cette année. Un grand merci à Gustavo Monteiro, Maya Bergeron et Alexandra Parada pour leur soutien constant dans cette dernière année du projet.

« Les *podcasts* sont accessibles à tout le monde, ils permettent de prendre conscience qu'il existe des processus de résistance. Ils mettent en évidence la récupération de la parole et de la voix et l'importance politique des femmes dans une société aux logiques patriarcales. Dans cette société, les femmes souffrent d'une double inégalité : en tant que

femmes, autochtones, paysannes et travailleuses. Les *podcasts* mettent en lumière leur protagonisme en tant que sujets politiques. Pour mes étudiant.e.s, ils sont un outil simple qui leur permet de s'identifier avec les femmes et de sentir de l'admiration pour le travail collectif spirituel et politique de ces femmes. »

– Angie Foglia

Revue Caminando, vol. 34

Migrations et déplacements forcés

Caminando, la revue de réflexion et d'engagement du CDHAL, est depuis 1980 un outil de diffusion des aspirations, des analyses et des luttes des mouvements sociaux latino-américains. Elle offre un espace pour faire connaître au public francophone la parole de défenseur.e.s de droits humains et de personnes engagées et militantes de divers milieux. Caminando publie des articles portant un regard critique sur les grands enjeux de la vie sociopolitique en Amérique latine, sur les luttes pour la défense des droits et pour l'autodétermination menées par des communautés latino-américaines, mais aussi québécoises et canadiennes.

Le volume 34 de Caminando a été divisé en deux numéros, dont le premier a été publié en décembre 2019 et le second en juin 2020. Le premier numéro de la revue s'est intitulé « Exodes et migrations forcées. Comprendre, dénoncer, accompagner » et a fait écho à la démarche sur la thématique des migrations entamée par le CDHAL, le CTTI et le SLAM au cours de l'année. Ce numéro comptait 14 textes, dont 3 poèmes provenant d'une diversité de pays d'Amérique latine, dont le Mexique, le Panama, les États-Unis, le Venezuela, de même que du Québec et du Canada.

Le second numéro, publié en juin 2020, poursuit les réflexions entamées dans le numéro précédent et compte 10 textes provenant du Mexique, d'Argentine, de Colombie, du Guatemala, des États-Unis et du Canada.

Comme lors des éditions précédentes, ces numéros ont laissé une part significative aux illustrations et à la photographie. Les couvertures des deux numéros ont été réalisées par l'illustrateur Rafael Bernal. Une importante équipe de plus de 20 collaboratrices et collaborateurs bénévoles a été mobilisée pour la traduction et la révision des textes.

Le volume 34 de Caminando a bénéficié du soutien de la Société des Missions-Étrangères, la Fédération nationale

des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) et les éditions Écosociété. L'impression a été réalisée par Katasoho.

Le lancement du numéro de décembre 2019 a eu lieu dans le cadre de la soirée festive du CDHAL, le 6 décembre 2019. L'évènement, qui a eu lieu à l'Association des travailleurs grecs de Montréal, s'inscrivait également dans le cadre de la campagne d'autofinancement annuelle du CDHAL. Pour l'occasion, des empanadas, des breuvages, ainsi que des revues Caminando et de l'artisanat péruvien étaient en vente. Plusieurs artistes et groupes de musique ont performé solidairement lors de cette soirée à laquelle environ 200 personnes ont assisté. Nous souhaitons remercier la Caisse populaire d'économie solidaire pour la commandite attribuée pour la tenue de cette soirée.

Dû à la Covid-19, le lancement du numéro de juin 2020 a été reporté à l'automne 2020 si la situation le permet.

DÉVELOPPEMENT DE LA REVUE

Le soutien financier de la Société des Missions-Étrangères nous a permis cette année de poursuivre la démarche de développement de la revue. Parmi les activités entreprises pour augmenter la visibilité et la portée de la revue, nous avons effectué des démarches pour développer les points de vente et de consultation. La revue est maintenant disponible à la Librairie l'Euguélionne et à la Coop UQAM. Nous avons également travaillé sur le site Web de la revue afin d'augmenter sa promotion et diffuser les articles des éditions précédentes. Le site www.caminando.ca regroupe maintenant les articles des éditions 2015 à 2018, en français et en espagnol. Des démarches et discussions ont également été commencées afin de mettre sur pied un système d'abonnement à la revue. Finalement, nous avons aussi présenté une demande d'adhésion à la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) qui a été acceptée.



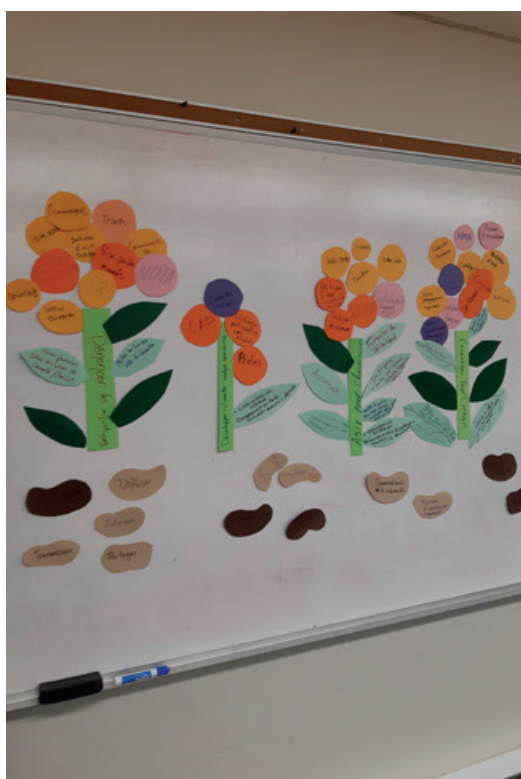
Communications

COMMUNICATIONS EXTERNES

Le site Web www.cdhal.org est un des principaux outils de communication utilisés par le CDHAL pour partager des nouvelles d'Amérique latine, notamment en ce qui a trait aux violations des droits humains. Cette année, ce sont plus de 17 000 personnes qui ont visité notre site Web et 88 % de celles-ci étaient de nouveaux visiteurs. Au total, plus de 29 700 pages ont été consultées sur notre site Internet au cours de l'année.

Le CDHAL continue de privilégier le réseau social Facebook pour ses communications externes quotidiennes. Le nombre d'abonné.e.s ne cesse de croître, passant de 5 369 abonné.e.s en juin 2019 à 5 853 abonné.e.s en mai 2020.

Outre Facebook et son site Web, le CDHAL envoie également deux bulletins d'information, Info CDHAL et Solidared, qui rejoignent près de 1 400 personnes.



DANS LES MÉDIAS

Le CDHAL demeure une référence dans les médias indépendants et traditionnels en ce qui concerne l'actualité et les enjeux de droits humains en Amérique latine. Cette année, nous sommes par.u.e.s et avons donné des entrevues à plusieurs médias, dont Radio Canada international, le Journal Métro et Presse toi à gauche!

Nous avons également rédigé des articles dans des médias indépendants, notamment dans la Revue Relations, ainsi que l'article « Bolsonaro : quand l'exception devient la règle » dans le Journal des Alternatives.

RÉFLEXIONS ET COFORMATION

Cette année, nous avons mis les bases d'un processus visant à se doter prochainement d'un plan de communication. Pour ce faire, nous avons entamé des réflexions en utilisant la méthodologie de la *Milpa de comunicación* de La Sandía Digital. Trois rencontres ont eu lieu en ce sens d'octobre à décembre 2019.

Dans un souci d'améliorer continuellement ses communications, le CDHAL a suivi quelques ateliers cette année. En octobre 2019, la responsable des communications du CDHAL a donné un atelier sur la plateforme WordPress pour favoriser l'appropriation de cet outil par l'ensemble de l'équipe. De plus, grâce à l'appui de Communautique, nous avons pu embaucher deux personnes agente de communications et chargée de la baladodiffusion. Ces dernières ont suivi une dizaine de formations sur les compétences numériques offertes par Communautique au cours de l'année et ont partagé leurs apprentissages au sein des réunions d'équipe.

Vie associative et d'équipe

Le CDHAL tient à la qualité de sa vie associative et démocratique. Notre organisme constitue un espace d'apprentissage et de citoyenneté, au sein duquel nous expérimentons des pratiques horizontales et de coformation. Au cours de cette année, notre équipe a été formée de 9 employées, de 2 stagiaires, d'une collaboratrice du Mouvement mexicain des personnes affectées par les barrages et de quelques collaboratrices et collaborateurs solidaires au sein de nos différents dossiers et projets. Nous avons compté également avec un large réseau d'interprètes et de traductrices et traducteurs qui ont appuyé à plusieurs reprises au cours de l'année, notamment lors d'événements publics et pour la revue Caminando. Toutefois, l'année s'est terminée par la fin de contrats et le départ de collègues qui s'impliquaient depuis plusieurs années au CDHAL. Le contexte de la pandémie ne nous a pas permis de leur offrir de nouvelles opportunités de contrats.

Actuellement, le CDHAL compte 150 membres. Nous avons recruté une dizaine de nouvelles personnes, entre autres à travers les divers événements et la campagne de sociofinancement. Aussi, plusieurs stagiaires demeurent proches des activités du CDHAL suite à leur engagement avec nous et certain.e.s d'entre elles et eux sont maintenant membres.

Autant les rencontres de coformation, comme les communautés d'apprentissage, les diverses activités sociales réalisées tout au long de l'année, ainsi que la soirée festive contribuent au développement du sentiment d'appartenance et la cohésion de l'équipe et des membres.

PROCESSUS DE COFORMATION : LES COMMUNAUTÉS D'APPRENTISSAGE

Les communautés d'apprentissage se veulent un espace de coformation de l'équipe du CDHAL entre autres sur la construction d'analyses sur les conjonctures sociopolitiques des pays avec qui nous avons des liens de solidarité et sur le partage de compétences et de savoirs, entre autres, en communications, connaissances numériques.

AOÛT 2019

Rencontre avec Mara Carvalho, membre du secteur de droits humains du Mouvement Sans-Terres (MST) du Brésil, ainsi que membre de l'Institut de recherche sur le droit et les mouvements sociaux (IPDMS) et de l'Association des juristes pour la démocratie (ABJD).

OCTOBRE 2019

La lutte du peuple autochtone Nasa de Colombie et son processus de libération de la mère Terre. Marie Bordeleau, membre de l'équipe de baladodiffusion du CDHAL, nous a raconté son expérience en Colombie pendant cette célébration annuelle du peuple Nasa.

JANVIER 2020

Les violations des droits humains commises par l'État chilien face au soulèvement social débuté en octobre 2019. Christina Ayala, responsable des projets d'éducation du public du CDHAL, a exposé les principaux constats de la Mission

internationale d'observation de droits humains au Chili à laquelle elle a participé en novembre 2019.

MARS 2020

Webinaire « Peuples autochtones et justice transitionnelle, le cas du Guatemala » coorganisé par Todos por Guatemala et Avocat.e.s sans Frontières (ASFC), avec l'appui du Syndicat de Métallos, Rights Action, Inter Pares et Carranza LLP.

MAI 2020

Webinaire « Putaendo : le premier territoire libre des mines au Chili menacé par les investissements canadiens », coorganisé par MiningWatch Canada et Common Frontiers.

Travail en réseau

Pour le CDHAL, le travail en réseau est primordial et nous permet d'avoir une plus grande portée de nos actions, notamment d'appui aux mouvements sociaux, d'éducation à la citoyenneté mondiale et de plaidoyer. Nous avons notamment suivi des dossiers importants à travers les réseaux suivants :

CAMPAGNE MONDIALE POUR REVENDIQUER LA SOUVERAINETÉ DES PEUPLES, DÉMANTELER LE POUVOIR DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET METTRE FIN À LEUR IMPUNITÉ

La campagne, composée par plus de 200 organisations, réseaux et mouvements de la société civile internationale, a continué à exposer comment les entreprises transnationales utilisent leur pouvoir économique et politique pour rester impunies pour les violations des droits humains qu'elles engendrent. La Campagne Globale a également comme mandat la création d'un Traité contraignant des Nations Unies sur les sociétés transnationales et les droits humains.

Cette année, nous avons participé à des rencontres mensuelles d'un sous-groupe qui vise créer le « Centre des Peuples », une initiative qui prétend former une banque de données sur les conflits entre des transnationales et des communautés affectées par des projets extractifs. Le centre sera composé par des organisations de la société civile internationale, ainsi que par des mouvements sociaux.

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES EN COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

- » Participation aux rencontres sur l'éducation à la citoyenneté mondiale
- » Participation au comité des Journées québécoises de solidarité internationale
- » Participation aux assemblées générales des membres, ainsi qu'aux rencontres

RÉSEAU CANADIEN SUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES (RCRCE)

Le RCRCE a suivi le dossier sur le mécanisme de l'ombudspersonne pour la responsabilité des entreprises canadiennes opérant à l'étranger. Cette année, l'ombudspersonne Madame Meyerhoffer avait planifié un voyage fin mars en Colombie et au Brésil pour rencontrer certains mouvements sociaux et visiter des projets canadiens. Cependant, elle ne spécifiait pas de détails par rapport aux groupes et aux compagnies concernées. Le CDHAL a participé à l'élaboration et la traduction d'un document en espagnol et en portugais pour aviser les alliés de deux pays sur l'historique de ce type de mécanismes créés pour appuyer la médiation des conflits, mais qui ont toujours finis pour bénéficier les projets extractifs d'origine canadienne. Le document visait également à présenter la position du RCRCE, déçu de la mise en place du mécanisme car il ne correspond pas à ce que cette coalition demandait depuis plus d'une dizaine d'années au gouvernement canadien. Finalement, avec l'arrivée de la Covid-19, le voyage de madame Meyerhoffer a été annulé.

GROUPE D'ORIENTATION POLITIQUE POUR LES AMÉRIQUES (GOPA)

Axé sur les questions de développement et de justice sociale dans les Amériques, le GOPA est formé par une quarantaine d'ONG internationales canadiennes qui visent à maintenir un dialogue et un plaidoyer avec le gouvernement canadien, les autres gouvernements et d'autres organes décisionnels.

- » Participation aux rencontres du groupe, ainsi qu'aux sous-groupes de travail sur la Colombie et Mésomérique
- » Participations aux réunions sur l'avenir du groupe, soit rester lié au CCCI ou devenir un groupe indépendant.
- » Collaborer à faire circuler, signer ou collecter des signatures pour des actions urgentes

COMMON FRONTIERS

En tant que groupe de travail multisectoriel d'organismes canadiens et de syndicats, Common Frontiers travaille sur des enjeux liés aux accords de libre-échange.

- » Participation aux rencontres du groupe
- » Coorganisation du séminaire virtuel sur la lutte du peuple de Putaendo, au Chili, contre l'exploitation minière dans leur ville.

PROJET FORJE

Projet de recherche partenariale « La co-construction de savoirs entre acteurs et actrices engagées sur la question énergétique : évaluation diagnostique et design pédagogique » avec des chercheuses du Centre d'éducation et de formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM et le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE).

- » Participation aux rencontres du comité de coordination
- » Participation à la construction des outils de collecte de données
- » Participation à un atelier de coanalyse des données

Le CDHAL a également participé à des rencontres du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et du Réseau œcuménique Justice, écologie et paix (ROJEP).

États financiers

Résultats et actif net
pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
PRODUITS		
Subventions	119 338	93 702
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie		
Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale (PÉCM)	45 000	45 000
Projet : Causes structurelles des migrations et pouvoir d'action des travailleuses et travailleurs migrant.e.s d'Amérique latine	12 600	19 450
Communautaire	27 768	13 536
Emploi-Québec	25 112	12 834
Emploi d'été Canada	4 482	2 882
Subvention salariale - Canada	4 376	-
Dons	98 417	105 005
Communautés religieuses	42 000	22 550
Dons organisationnels, fondations et syndicats	43 500	43 646
Autres dons	12 917	38 809
Autofinancement	3 830	4 457
Cotisations des membres	315	365
Autres	231	260
	222 131	203 789
CHARGES		
Salaires et charges sociales	170 037	130 926
Honoraires professionnels	26 199	22 169
Frais de déplacement et de délégation	17 526	26 843
Frais d'activités	4 617	17 636
Frais de bureau	3 390	1 794
Frais administratifs communautiques	2 005	2 109
Télécommunications	641	343
Frais de cotisation	615	600
Assurances	517	476
Frais bancaires	482	476
Autres frais	223	310
Réunion et formation	130	450
	226 382	204 131
Excédent des produits sur les charges	(4 251)	(343)
Actif net début	27 148	27 491
Actif net à la fin	22 897	27 148

Bilan
au 31 mars 2020

	2020	2019
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	14 745	9 567
Placement	3 405	10 175
Débiteurs	3 865	3 227
Subventions à recevoir	17 564	18 182
Frais payés d'avance	-	518
	39 579	41 669
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs	16 682	14 521
	16 682	14 521
ACTIF NET		
Non affecté	22 897	27 148
	22 897	27 148
	39 579	41 669

Équipe 2019-2020

ACTIONS URGENTES

Rosa Peralta, Anouk ABT, Audrey-Ann Allen, Étienne Levac, Rosalinda Hidalgo, Carla Christina Ayala Alcayaga, Alexi Utrera, Marie Bordeleau, Gustavo Monteiro, Madeleine Desnoyers

BRIGADES CIVILES D'OBSERVATION DES DROITS HUMAINS (BRICOS)

Animation : Étienne Levac, Lauren Fromont et Bernadette Perron

Observatrices : Lauren Fromont et Bernadette Perron

CAMINANDO

Joëlle Gauvin-Racine, Roselyne Gagnon, Alexi Utrera, Marie-Eve Marleau, Thérèse Guay, Felix Molina, Leila Celis, Manuel Salamanca, Étienne Levac

BALADODIFFUSION

Marie Bordeleau, Jessica Ramos, Maya Bergeron, Alexandra Parada, Rosa Peralta, Carla Christina Ayala Alcayaga, Étienne Levac, Audrey-Ann Allen, Anouk ABT, Gustavo Monteiro

COMMUNICATIONS

Roselyne Gagnon, Étienne Levac, Jessica Ramos, Marie Bordeleau

COORDINATION

Marie-Eve Marleau

ÉDUCATION DU PUBLIC

Carla Christina Ayala Alcayaga, Marie Bordeleau, Marie-Eve Marleau, Rosalinda Hidalgo, Rosa Peralta, Alexi Utrera, Étienne Levac, Jessica Ramos

FINANCEMENT

Marie-Eve Marleau, Thérèse Guay, Roselyne Gagnon, Alexandra Parada, Éva Mascolo-Fortin, Carolina Campos, Étienne Levac

AUTRES COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS

Constance Vaudrin, Alessandra Devulsky, Priscylla Joca, Jorge Parra, Mario Gil, Ronald Arias Guerrero, Amelia Orellana

Un merci spécial également à nos interprètes et traducteurs.trices solidaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENTE

Thérèse Guay

VICE-PRÉSIDENTE

Carolina Campos

TRÉSORIER

Pierre Lemay

SECRÉTAIRE

Éva Mascolo-Fortin

ADMINISTRATRICES

Ximena Cuadra, Rocio Barba, Alexandra Parada

Partenaires

Nous tenons à remercier chaleureusement tous nos partenaires financiers et nos collaborateurs.trices qui rendent nos actions possibles :



Comité pour les droits humains en Amérique latine | CDHAL
1425 boul. René-Lévesque Ouest, 3e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
514.257.1246 | info@cdhal.org
www.cdhal.org